



Liminaire CSAL Drfip 44 du 03 octobre 2023

Madame la présidente,

Nous voici réunis ce jour pour une des rares séances de l'année. Sans doute persistez-vous à croire que ces instances formelles ne servent pas à grand-chose et il est vrai que vous avez tout fait pour qu'il en soit ainsi. Loin d'être un espace d'échanges concrets et constructifs entre OS et Direction locale, le CSAL est un espace stérile, réduit à portion congrue, on peut même parler de minimum légal autour des sujets obligatoires.

Au passage, il n'est d'ailleurs pas anecdotique que cette instance mise en place en janvier n'ait toujours pas de règlement intérieur.

Heureusement que tout va à merveille à la Dgfiip sinon cela pourrait être inquiétant. Mais pensez-vous, GMBI a parfaitement fonctionné, l'installation du SDIF 44 se passe tellement bien que M Busnel jugeait prématuré d'en discuter aujourd'hui, la situation de l'emploi est optimale à la Drfip 44, tous les services baignent dans l'euphorie du travail bien fait grâce aux moyens formidables dont nous disposons. Et nous avons un employeur formidable qui sait à merveille anticiper les changements tout en récompensant à sa juste valeur ses personnels.

Bref, puisque tout va bien, demandons-nous si nous ne perdons pas notre temps dans ces instances surannées heureusement réduites à une demie-journée grâce à l'omniscience de la direction.

Mais sortons un peu de cette réalité alternative que nous ne partageons pas du côté des salarié.es de base : le sous-emploi atteint son paroxysme à la Drfip 44 (un Tagerfip à – 61 et un taux de couverture des emplois à moins de 90 %!) avec sa cohorte de mal être et de tensions dans les services, les applications dysfonctionnent les unes après les autres, les restructurations continuent sans que jamais au grand jamais, un bilan contradictoire ne soit fait (et même un bilan tout court...). Mais quand la Direction se déplace dans les services c'est pour user et abuser de la méthode Coué : tout va très bien ! Circulez, y'a rien à voir ! Et la Direction fait comme si elle y croyait et multiplie les injonctions contradictoires, voulant appliquer par exemple les directives de Bercy comme le « nouveau SIP » et l'accueil multicanal quand bien même les collègues ne sont pas assez nombreux-ses. Et on ne se prive pas de communiquer sur le fait que l'on réponde aux attentes des usagers mais sans préciser le où, le quand et surtout, le comment !

Aujourd'hui, Bercy réunit tous les paramètres pour que les choses tournent au plus mal : sous effectifs records, charge de travail en augmentation, malaise généralisé avec un sentiment de coupure entre la base et la chaîne de commandement, missions en mode dégradé, et nous ne parlons pas des chef.fes de service qui sont dans la même panade

que leurs équipes. Les problèmes s'accumulent et il n'y a pas de réaction, pas de réponses. Silence radio total par exemple sur la gestion de la Taxe d'Aménagement !

Il faudrait sans doute faire une enquête un peu fine pour en savoir plus sur l'état d'esprit des troupes. On pourrait appeler ça « baromètre social » et en tirer des conclusions et plans d'action par exemple. Et on pourrait même mettre ça à l'ordre du jour en CSAL... Pour que rien ne change. Et oui, ce baromètre annuel que nous aurons à évoquer aujourd'hui bien qu'assez éloquent sur l'état d'esprit général n'empêche pas Bercy de continuer à foncer droit dans le mur. Les points noirs sont clairement identifiés pourtant : charge de travail, perspectives, rémunération, reconnaissance... Rien ne bouge donc. Ou plutôt si, Bercy continue la casse du réseau et des missions, les salaires sont gelés et la perte de sens au travail s'accroît ! Au-delà du désenchantement généralisé, l'absurdité croissante de la situation mène au désengagement des troupes méprisées et ignorées.

Parce que nous sommes attachés au service public et aux missions de la Dgfi, nous ne nous résignons pas à cette dégradation continue de notre administration.